**Un waqf du cheikh ‘Abd al-Jawâd al-Ansârî (m. 1783 ou 1784), mufti hanafite de Girga (Haute-Égypte).**

**Introduction**

 L’histoire de la famille dans l’Égypte ottomane a longtemps exploré les structures du foyer des élites mamelouks et ottomanes, avant de s’intéresser aux femmes et aux hommes d’origine sociale diversifiée (marchands, artisans, ulémas, paysans, sages-femmes, etc.) grâce au dépouillement de nouvelles archives. Depuis les années 1990, les historiens et historiennes se sont emparés des sources juridiques et pénales – décrets ottomans (*qanun*), *sijills*, commentaires de *fiqh*, fatwas - ainsi que les documents des *waqfs* (*waqfiyyas*), afin de réévaluer la place des « classes moyennes » dans la transformation des sociétés citadines et rurales de l’Empire ottoman. Les *waqfs* étaient « des sources de revenus réguliers, fonciers ou autres, dont la propriété était immobilisée, rendue inaliénable dans un but charitable » ; ces revenus étaient constitués des produits, cultures et loyers des terres ou de l’immobilier urbain, en plus de l’impôt foncier, perçus au bénéfice d’une famille et/ou d’édifices religieux : « en théorie inaliénables, ils pouvaient faire l’objet d’échanges, plus ou moins réglementés, et leurs revenus être décomposés en droits dissociés, éventuellement acquis en droits de propriété privée » (Nicolas Michel, 2008). Ces documents étaient établis devant le juge du tribunal de la ville de la province où étaient situés les terres agricoles, l’immobilier urbain et les établissements concernés par ce mode de financement.

 En 1781, lorsque le cheikh hanéfite ‘Abd al-Jawâd al-Ansârî enregistra le document de *waqf* auprès du tribunal de Girga, cette ancienne capitale de Haute-Egypte était aux mains de la tribu des Hawwâra dont les cheikhs avaient été investis par le sultan Sélim Ier du titre de gouverneur de la plus grande province égyptienne, au lendemain de la conquête de l’Égypte par les Ottomans. Avant que les Hawwâra ne déplacent leur capitale à Farsût au XVIIIe siècle, Girga avait été reprise par les émirs mamelouks, soient les beys de l’administration ottomane. En tant que capitale de tout le Sa’îd (Haute-Egypte), elle avait profité d’une certaine autonomie dont elle continuait de jouir à la veille du XIXe siècle. Originaire de Girga, le mufti hanéfite Al-Ansârî n’y travaillait plus depuis les années 1760 : grâce aux richesses accumulées dans la province des Hawwâra (près de 290 feddans de terres dont fait état le *waqf* de 1781), le mufti profitait d’une situation confortable au Caire où il s’était installé avec sa famille. Il revint dans l’ancienne capitale du Sud, au début des années 1780, afin d’arbitrer des conflits entre tribus, arbitrage qui se termina tragiquement pour le savant en 1783.

 Le document du *waqf* fut établi par Al-Ansârî au profit d’édifices religieux de Girga (mosquées, oratoire, fontaine-école), ainsi qu’au bénéfice du testamentaire (*wâqif*) et de sa famille. Archive privée conservée par les descendants de la famille et étudié par Rachida Chih, spécialiste de l’histoire religieuse égyptienne, ce document est inédit car la plupart des *waqfs* conservés en Égypte concernaient le Caire. Il décrit de manière détaillée le fonctionnement des édifices religieux, la liste du personnel employé, leurs fonctions, leurs revenus (lignes 8-85), ainsi que les conditions de transmission du *waqf* après décès (lignes 106-114) et les revenus dévolus aux femmes de la famille (lignes 120-124).

 En quoi le document de *waqf* du mufti hanéfite Al-Ansârî de Girga témoigne-t-il de l’ascension des familles de notables locaux dans la Haute-Egypte ottomane du XVIIIe siècle ?

 Si l’ascension du mufti Al-Ansârî est attestée par la fortune qu’il fit établir en *waqf* à Girga, le *waqfiyya* montre aussi comment les services nécessaires à la vie religieuse et sociale de la ville furent pris en charge par les élites religieuses locales. Ces notables provinciaux utilisaient le *waqf* non seulement au profit de la population mais aussi de leur famille.